

**Climat - One Planet Summit -
Intervention de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à l'ouverture de
la table ronde : «changer l'échelle
de la finance pour l'action climat»
(Boulogne-Billancourt, 12 décembre 2017)**

Monsieur le Premier ministre,

Madame et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Commissaire,

Depuis deux ans, la mobilisation n'a pas décrue et aujourd'hui, vous le savez, il y a 170 États qui ont ratifié l'Accord de Paris. Cela représente 87% des émissions mondiales de gaz à effets de serre, c'est essentiel. Par ailleurs, l'objectif qui nous rassemble aujourd'hui, c'est de répondre par des solutions concrètes et efficaces à l'enjeu que représente le financement pour le climat. Les travaux que nous engageons aujourd'hui visent à crédibiliser notre action, et à opérer sur le terrain le changement d'échelle indispensable.

Il y a beaucoup d'éléments qui ont été mis en oeuvre depuis deux ans, en particulier les éléments financiers. Je voudrais rappeler que l'objectif que nous nous sommes fixés de 100 milliards de dollars de financement public et privé d'ici 2020 est en mouvement. Je pense en particulier au fonds vert pour le climat - la France y contribue à sa hauteur - qui, comme d'autres fonds, alimente des projets concrets en nombre croissant.

Je voudrais citer quatre exemples très concrets de l'agenda de l'action qui constitue l'un des piliers de la COP21, et qui a été repris par la COP23 sous présidence fidjienne.

D'abord, l'initiative CREWS, avec un certain nombre de pays pour renforcer les systèmes d'alertes, au bénéfice des populations des pays les plus vulnérables face aux événements extrêmes. Ce mouvement est en cours, avec 40 pays et un investissement de 100 millions de dollars d'ici 2020.

Le deuxième exemple c'est l'érosion des sols car, sans action sur les sols, et en particulier sur les sols dégradés, nos chances de rester en-dessous des deux degrés sont quasiment nulles.

Sous l'impulsion de l'Agence française de développement, sous l'impulsion de Monique Barbut

(Ndr : directrice de la division technologie, industrie et économie du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), la France va s'engager à hauteur de 30 millions d'euros dans le fonds pour la neutralité en matière de dégradation des terres, le fonds LDN, qui est géré par Mirova, filiale du groupe Natixis qui montre qu'il y a un bon croisement de l'investissement public et de l'investissement privé.

Le troisième exemple c'est l'érosion côtière qui a mobilisé singulièrement la Banque mondiale et singulièrement également mon pays, avec le programme dédié à ce sujet qui s'appelle le programme WACA. Notre mobilisation est cruciale, en particulier sur certaines situations. Je pense notamment à la situation de Saint-Louis du Sénégal et je plaide, aux côtés de la directrice générale de la Banque mondiale, pour qu'un soutien spécifique et exemplaire, un soutien d'ampleur soit mis en oeuvre pour Saint-Louis qui sera peut-être la référence de la plate-forme WACA.

Enfin, je pense aussi à l'initiative africaine pour les énergies renouvelables, l'AREI que nous appuyons résolument. Il importe que les projets qui sont initiés par l'AREI puissent aboutir, ils sont déjà au nombre de 19, avec une production totale attendue de près de 2 GW pour un total de 4 milliards d'euros d'investissements. Plusieurs programmes sont en attente pour le début de l'année 2018, il faut les faire progresser.

Vous le voyez, l'engagement des uns et des autres depuis 2015 est significatif et cette journée doit poursuivre la mobilisation collective, la mobilisation innovante et solidaire, au service des financements croisés, pour atteindre les objectifs que nous nous sommes donnés./.